laTrompette

Le Premier ministre hongrois Viktor Orbán et des membres du parti Fidesz à Budapest, le 3 avril 2022. [ATTILA KISBENEDEK/AFP VIA GETTY IMAGES]

L'élection frauduleuse de Viktor Orbán

Un couronnement pour le 'roi' de la Hongrie.

- Mihailo S. Zekic
- 11/05/2022

La Hongrie a conclu ses élections législatives le 3 avril. Le Premier ministre sortant Viktor Orbán a remporté un quatrième mandat consécutif. Orbán fait de la politique depuis des décennies, mais il s'agit peut-être de sa plus grande victoire jusqu'à ce jour.

Orbán est Premier ministre de Hongrie depuis 2010, ainsi que pendant une brève période de 1998 à 2002. Les partis d'opposition hongrois étaient si déterminés à le renverser que six partis différents se sont présentés ensemble comme une opposition unie. Beaucoup prédisaient que la compétition serait serrée. Ce ne fut pas le cas. Le parti Fidesz d'Orbán a remporté environ 53 pour cent des voix. L'opposition unie a obtenu environ 35 pour cent. Le Fidesz conserve sa super-majorité au Parlement hongrois qui compte 199 sièges. Lors des élections de 2018, le Fidesz a obtenu environ 49 pour cent des voix.

Il y a quelques aspects notables de cette élection qui exigent un examen plus approfondi.

Le premier concerne les allégations de fraude électorale. En novembre 2021, le gouvernement hongrois a modifié une loi sur les adresses des citoyens. La loi a changé la définition de « résidence ». Une « résidence » n'est plus l'endroit où vit un citoyen ; c'est désormais son lieu de communication officiel. En d'autres termes, une « résidence » ne signifie plus nécessairement le domicile d'une personne. Le fait d'indiquer une adresse comme étant sa « résidence » sans y vivre réellement aurait auparavant constitué une infraction pénale. Le projet de loi a d'abord été proposé par le vice-Premier ministre hongrois Zsolt Semjén.

Cela a un impact sur les élections, car la circonscription parlementaire dans laquelle une personne vote est déterminée par sa « résidence ». Maintenant qu'une « résidence » n'a pas besoin d'être l'endroit où vit une personne, beaucoup craignent que cela n'encourage le « tourisme électoral ». Les personnes participant aux élections pourraient voter pour des candidats en dehors de leur district d'origine.

La Plate-forme européenne pour des élections démocratiques (EPDE) a écrit :

> En ne s'attendant plus à ce que les citoyens vivent à l'adresse qu'ils ont enregistrée comme leur résidence, les amendements ont ouvert la porte à la création non sanctionnée d'adresses fictives, c'est-à-dire des adresses où les citoyens concernés n'ont jamais eu l'intention de vivre. […] Les adresses fictives peuvent désormais être enregistrées dans des circonscriptions à mandat unique autres que celle où une personne vit, ce qui lui confère le droit de vote dans une circonscription autre que celle où elle aurait voté autrement. En outre, les citoyens ne vivant pas en Hongrie pourraient désormais enregistrer une adresse dans le pays et, en plus de leur vote sur les listes des partis, ils obtiendraient ainsi le droit de voter également dans un district à mandat unique.

Maintenant, les candidats en difficulté peuvent avoir des masses de partisans d'autres districts qui votent pour eux. Ou dans un district qui favorise naturellement un candidat, les partisans d'un parti rival pourraient arriver en masse et rendre le vote plus difficile.

Il y a ensuite l'incident des sacs de bulletins de vote. À Târgu Mureş, une ville roumaine où vit une importante minorité hongroise autorisée à voter en Hongrie, des sacs remplis de bulletins de vote ont été découverts dans une décharge. Des photos ont été partagées montrant des bulletins partiellement brûlés favorisant l'opposition. Tant l'opposition que le gouvernement ont accusé l'autre partie d'être responsable. Péter Márki-Zay, le candidat de l'opposition, a déclaré que le « Fidesz a été pris en flagrant délit de fraude électorale ». Le Fidesz, quant à lui, a publié une déclaration accusant l'opposition d'essayer de « parvenir à détruire les votes des Hongrois ethniques vivant à l'étranger ». On ignore qui sont les auteurs de cette fraude. Mais étant donné que les bulletins de vote étaient pour l'opposition et partiellement détruits, le Fidesz est un candidat probable.

Il convient également de noter le contrôle quasi-total exercé par Orbán sur les médias hongrois. Depuis l'année dernière, la Hongrie ne compte aucune station de radio indépendante de l'influence du gouvernement. Orbán a également une forte emprise sur la télévision et les journaux. La publicité aux fins politiques est illégale en Hongrie. Mais le gouvernement a utilisé son contrôle des médias pour soutenir Orbán par le biais de « messages d'intérêt public ».

Cela réduit essentiellement l'opposition au silence. Pendant toute la durée des élections, Márki-Zay n'a eu qu'une seule occasion de s'exprimer sur la plus grande chaîne de télévision publique de Hongrie, moins de trois semaines avant le scrutin.

Dans un cas, un site web gouvernemental fournissant des informations au public sur la covid19 a été utilisé pour envoyer une alerte par courriel électronique à propos des ennemis d'Orbán qui tentent d'entraîner la Hongrie dans la guerre en Ukraine. Klára Dobrev, une députée hongroise au Parlement européen visée par le courriel, a qualifié cette pratique « d'utilisation évidente d'argent public pour la propagande d'un parti ».

Radio Free Europe/Radio Liberty (rfe/rl) a obtenu un enregistrement de Balázs Bende, l'un des rédacteurs du radiodiffuseur public mtva, déclarant aux journalistes que mtva ne soutenait pas les candidats de l'opposition. Ceux qui s'y opposaient étaient priés de démissionner immédiatement.

Les circonstances qui ont précédé l'élection étaient si suspectes que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), une organisation intergouvernementale qualifiée par rfe/rl de « principal chien de garde de l'Europe en matière de sécurité et de droits », a envoyé des observateurs électoraux. L'oscE fait rarement cela pour les États membres de l'Union européenne. rfe/rl l'a qualifié de « démarche sans précédent ».

Quel a été le verdict de l'oscE ?

Elle a estimé que le « cadre juridique » des élections était « adéquat ». Elle a également déclaré que « les candidats pouvaient, dans une large mesure, faire campagne librement ». Mais elle a également trouvé de nombreux défauts. « La campagne elle-même a été caractérisée par un chevauchement omniprésent entre les messages de la coalition au pouvoir et les campagnes d'information du gouvernement, amplifiant l'avantage de la coalition au pouvoir et brouillant la frontière entre l'État et le parti. » En d'autres termes, il n'y a pas eu de truquage absolu du vote comme dans le tiers-monde. La victoire du Fidesz n'était pas jouée d'avance. Mais Viktor Orbán a quand même fait tout ce qu'il pouvait pour obtenir artificiellement un avantage. Cela ne signifie pas pour autant que le pouvoir d'Orbán est illégitime en soi.

Le deuxième aspect à retenir est qu'un très grand nombre des Hongrois aiment ce style de gouvernement. Les tendances antidémocratiques d'Orbán ne sont pas cachées. En 2014, il a fièrement déclaré qu'il transformait la Hongrie en un « État illibéral ». Le contrôle qu'il exerce sur des institutions comme la presse n'est pas caché. Son utilisation des ressources gouvernementales pour des campagnes privées est flagrante. La Hongrie n'est pas une dictature totalitaire ; ces informations peuvent être facilement trouvées. Pourtant, Orbán est toujours immensément populaire en Hongrie. Sans sa manipulation du processus électoral, Orbán aurait quand même pu gagner.

Les bonnes relations d'Orbán avec le président russe Vladimir Poutine sont également bien connues. Par rapport à ses voisins européens, la Hongrie s'est faite « l'avocat du diable » de la Russie pendant l'invasion de l'Ukraine par Moscou. Il a autorisé l'Organisation du traité de l'Atlantique du Nord (OTAN) à envoyer des troupes en Hongrie et ne s'est pas opposé à ce que l'ue envoie des millions de dollars d'aide à l'Ukraine. Mais il a exprimé son soutien à Poutine d'autres manières. Alors que les autres dirigeants occidentaux condamnaient Poutine, Orbán s'est rendu à Moscou au début février. Le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjártó, a déclaré que Budapest « ne soutient pas les propositions de sanctions énergétiques contre la Russie ». Lors de son discours de victoire, Orbán a compté le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy parmi les ennemis qu'il a « vaincus ». Le *New York Times* a qualifié Orbán de « partenaire le plus proche de Poutine en Europe ».

Lors de sa rencontre de février avec Poutine, Orbán a évoqué les « 13 dernières années » de collaboration avec Poutine. Il a déclaré que « nous deux avons les souvenirs les plus anciens des relations entre l'Union européenne et la Russie ». Et il a dit espérer que la relation Orbán-Poutine puisse se prolonger. « Je n'ai pas l'intention de partir », a-t-il déclaré. « Je vais me présenter [aux élections], et je voudrais encore continuer, car j'ai bon espoir que pendant de nombreuses années nous pourrons travailler ensemble. »

Tout cela s'est passé des mois avant les élections en Hongrie. Et des centaines de milliers des Hongrois ont quand même voté pour le Fidesz. « Dans de nombreux pays européens, la position du Premier ministre pourrait signifier la fin d'une carrière politique », écrivait *Politico* le 31 mars. « Ce n'est pas le cas en Hongrie. »

En un sens, les Hongrois ont voté pour le « Poutine » de Budapest : un homme fort qui manipule les élections et étrangle les médias libres. Un homme fort qui n'a pas l'intention de partir sitôt.

Il est facile d'imaginer un tel dictateur contrôlant un pays comme la Russie. La Russie, au cours des siècles de son histoire, n'a jamais été une démocratie libérale opérationnelle. Mais un régime illibéral qui prend le contrôle d'une démocratie de l'Union européenne est une chose différente.

Viktor Orbán n'est pas le seul champion de l'illibéralisme en Europe. La France tient ses élections présidentielles le 24 avril. L'un des deux candidats, Marine Le Pen, est un proche collaborateur d'Orbán et défend des politiques similaires. Des mouvements populaires de droite similaires existent dans des pays comme l'Italie et l'Allemagne.

Si Viktor Orbán est le « Poutine » de l'Europe, il inspire d'autres « Poutines » ailleurs. Et l'électorat ne s'y oppose pas trop.

Où cela mènera-t-il l'Europe ? La réponse se trouve dans une source qui a fait ses preuves en matière de prévisions. Cette source est la Bible.

Dans l'Antiquité, la puissance qui a dominé l'histoire et la société européennes était l'Empire romain. Depuis la chute de Rome en 476 après J.-C., des empires et des hommes forts n'ont cessé de tenter de ressusciter cet empire. La Bible a beaucoup à dire sur cet empire qui se lève et s'effondre.

Apocalypse 17 dépeint une « bête »—un symbole biblique pour un empire (voir Daniel 7). Cette bête a sept têtes (Apocalypse 17 : 3) interprétées comme sept personnifications distinctes de cet empire (verset 10). Cet empire est guidé par une « femme », qui dans la Bible représente une église (2 Corinthiens 11 : 1-3 ; Éphésiens 5 : 22-32). Cette femme représente également une « grande ville qui a la royauté sur les rois de la terre » (verset 18). C'est une ville bâtie sur « sept montagnes » (verset 9).

Six de ces incarnations sont venues et ont disparu—la dernière ayant culminé dans le Troisième Reich d'Adolf Hitler. Mais la Bible prophétise que ce système durera jusqu'à la Seconde venue du Christ (verset 14), un événement futur. Cela signifie qu'il y ait encore une résurrection à venir.

Cette bête, dans la prophétie, a également 10 cornes (verset 3). Apocalypse 17 interprète ces cornes comme 10 rois—ou dirigeants individuels de nations—qui unissent leurs forces pour former la dernière résurrection (versets 12-13). La Hongrie—ayant pour héritage l'Empire des Habsbourg, l'une des anciennes résurrections de l'Empire romain—est une bonne candidate pour former l'une de ces 10 nations. Et Viktor Orbán semble de plus en plus prêt à devenir le « roi » de la Hongrie.

« En regardant l'Europe d'aujourd'hui, il est difficile d'imaginer l'apparition d'un autre Charlemagne, Napoléon ou Hitler », écrit le directeur de la rédaction de *La Trompette.fr*, Brad Macdonald, dans *The Holy Roman Empire in Prophecy [Le Saint Empire romain selon la prophétie—disponible en anglais seulement].* « L'idée que l'Europe participe à un autre conflit mondial destructeur semble impossible et scandaleuse, et encore moins qu'elle en initie un. »

M. Macdonald poursuit :

> Mais 1500 ans d'histoire européenne devraient nous mettre en garde contre le fait de sous-estimer le Saint Empire romain. […]
>
> Nous ne devons pas nous contenter de regarder l'Europe dans son état actuel. Il faut l'étudier dans son contexte historique. Et nous devons considérer le potentiel de l'Europe. L'ue compte 448 millions d'habitants, soit près de 6 pour cent de la population mondiale. Mesurée en termes de parité de pouvoir d'achat, son économie représente les trois quarts de celle de la Chine et est presque aussi grande que celle des États-Unis. Environ 15 pour cent de l'activité économique mondiale se déroule dans l'ue. Les pays de l'ue comptent 1,9 million de personnes dans leurs forces armées. L'Europe est dirigée par l'un des pays les plus forts, les plus sains et les plus populaires du monde : l'Allemagne.
>
> L'Europe a un grand potentiel pour devenir une puissance financière, politique et militaire dominante.

Ce qui manque à l'Europe, c'est un homme fort, ou des hommes forts, qui ont la volonté de manier ce pouvoir. Mais des personnalités comme Viktor Orbán sont en train de changer la donne. Et elles sont soutenues par des millions d'électeurs. La Russie de Vladimir Poutine donne au monde un bon aperçu de ce qui se passe lorsqu'un tel dirigeant contrôle une grande puissance. Que se passera-t-il lorsque l'Europe aura ses propres « Poutines » ? Le résultat final va secouer le monde. Et en Hongrie, nous voyons les premières de ces graines en train d'être semées.

Pour en savoir plus, veuillez demander un exemplaire gratuit du livret *The Holy Roman Empire in Prophecy (disponible en anglais seulement).*